

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 FEVRIER 2001

Etaient présents : M. le MAIRE, MM. MERCIER, PINAUD, PEREZ, BRETTE, Mmes TSITSICHVILI, BAC, MM. LAVAU, SURLEVE-BAZEILLE, Mme DEMAISON, MM. RENARD, DUBOST, SENHADJI, Mme LABBE, MM. VIVANT, RABEAU, MONCLA, Mme GUILHAMET, M. ROUGE.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

M. JOANDET à M. le MAIRE
M. DANE à Mme TSITSICHVILI
Mme PUJOL à M. MERCIER
M. MOLL-ESCARPENTER à M. PEREZ
M. BLUTEAU à M. VIVANT
M. GOURGUES à M. PINAUD
Mme BARRIERE à M. DUBOST
M. PICARD à M. LAVAU
Mme MAGNE à M. BRETTE
M. LARRIBAUD à Mme GUILHAMET
M. BUZARD à M. MONCLA

Absents : Mmes MORA, OBEDE, MM. RIEU, MULLIEZ, BRU.

Secrétaire de la séance : M. DUBOST.

MOTION POUR L'ACCUEIL DE DEUX FAMILLES KURDES

Dans la nuit du 17 février 2001, le cargo poubelle « East Sea », battant pavillon cambodgien, a été volontairement drossé sur les rochers de la plage de Boulouris, à deux pas de Saint Raphaël dans le Var, avec dans ses flancs 910 immigrés Kurdes venant d'Irak.

« A son bord, l'odeur était pestilentielle, raconte un officier de la préfecture maritime. Un mélange de gazole, d'excréments et d'urine. On se demande comment des êtres humains, dont des personnes âgées et des enfants ont pu vivre entassés et debout pendant huit jours sur ce pont ou dans ces cales » (cf. S.O. Dimanche du 18.02.2001).

Aujourd'hui, après avoir été cantonnés à Fréjus, ces 250 hommes, 180 femmes et 480 enfants kurdes bénéficient d'un sauf-conduit délivré par le gouvernement français leur permettant de demander l'asile politique.

Au delà de la question du peuple kurde, qui doit être appréhendée à l'échelon national et européen, il y a lieu de mettre en place une solidarité permettant d'accueillir ces personnes apatrides.

Comme elle l'a fait en son temps pour des familles kosovars et tchécoslovaques, la ville de Bègles souhaite apporter sa participation au processus durable d'intégration des Kurdes de l'« East Sea ».

A cet effet, le Conseil Municipal réuni ce jour exprime la volonté de prendre en charge l'accueil de deux familles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 30 VOIX POUR

CREATION D'UN ATELIER PUBLIC EN VUE DE LA REALISATION DE LA 3EME PHASE DU TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE

Afin de faire participer les habitants aux choix et aux études, au-delà de la concertation légale, il est décidé de créer un atelier public. Cet atelier sera composé d'élus du Conseil Municipal, du Conseil Municipal des Jeunes, de

représentants de parents d'élèves, de riverains, d'associations, d'experts, de personnels administratifs...

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 30 VOIX POUR

1 - CREATION D'UN ATELIER PUBLIC POUR L'INFORMATION ET L'ETUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE DES ANTENNES RELAIS

Le Conseil approuve la création de cet atelier. Il sera composé d'élus du Conseil Municipal, du Conseil Municipal des Jeunes, du Conseil des Sages, de personnels administratifs, de la D.D.A.S.S., de médecins et scientifiques, d'associations, d'aménageurs immobiliers et d'opérateurs...

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 30 VOIX POUR

2 - CREATION D'UN ATELIER PUBLIC ET D'INFORMATION EN VUE DE LA REALISATION DU PLAN CYCLABLE DE BEGLES

Le Conseil décide de créer cet atelier qui sera composé d'élus du Conseil Municipal, du Conseil Municipal des Jeunes, du Conseil des Sages, d'associations locales (parents d'élèves, associations cyclistes et associations de quartiers, etc...) ainsi que d'experts.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 30 VOIX POUR

3 - RENOUVELLEMENT D'UN CONTRAT EMPLOI CONSOLIDÉ

La reconduction de cet Emploi Consolidé permet d'assurer la maintenance et l'entretien des équipements nécessaires aux activités nautiques mises en place sur la Plaine des Sports ainsi que la gestion et l'animation de ces activités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 30 VOIX POUR

4 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Afin de répondre aux besoins du Service Public, il est décidé de créer un emploi d'attaché.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 30 VOIX POUR

5 - CRÉATION D'UN EMPLOI DE PSYCHOMOTRICIEN

Le projet d'un lieu d'accueil Parents-Enfants à la Maison de Quartier Yves Farge nécessite le recrutement d'un professionnel spécialisé dans les domaines de la médiation et des sciences humaines. Il est donc décidé de recruter un psychomotricien à temps non complet sur la base de 4 heures hebdomadaires.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 25 VOIX POUR - 5 VOIX CONTRE

6 - AUTORISATION DE DÉPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2001

Il est décidé d'ouvrir des crédits en travaux dans la limite du quart des crédits ouverts au titre de l'exercice précédent afin, d'ores et déjà, de débiter ou continuer des opérations prêtes à ce jour.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 25 VOIX POUR - 5 ABSTENTIONS

7 - REVERSEMENT DE SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS DANS LE CADRE DU CONTRAT ÉDUCATIF LOCAL

Le Conseil approuve la décision de reverser aux associations partenaires de la Ville, une partie des crédits affectés par la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports, conformément à la répartition proposée par le Comité de Pilotage des Contrats Educatifs Locaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 30 VOIX POUR

8 - ARIFS DES SÉJOURS VACANCES ANNÉE 2001

Les tarifs des séjours de vacances pour l'année 2001 sont fixés. Afin de permettre l'accès au plus grand nombre de jeunes à ces séjours, le mode de calcul au quotient familial est utilisé.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 25 VOIX POUR - 5 ABSTENTIONS

9 - CESSIION À LA SOCIÉTÉ ESPACE LOISIRS CONCEPTS – PROROGATION DU COMPROMIS DE VENTE

La Ville et la Société Espace Loisirs Concepts ont signé le 31 mars 2000 un compromis de vente d'une validité d'une année pour la cession d'une partie de la propriété Lacoste. Or, il s'avère que les autorisations en cours d'instruction dans les diverses Administrations ne pourront être obtenues dans les délais requis. Il est donc décidé de proroger de 6 mois le compromis de vente dont l'échéance serait alors le 30 septembre 2001.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 25 VOIX POUR - 5 VOIX CONTRE

10 - CITE Y. FARGE – PARTICIPATION DES HABITANTS DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DU QUARTIER – MISSION CONFIEE AU CREHAM

La participation des habitants pour définir les actions prioritaires à mener sur la cité Yves Farge dans le cadre des grands objectifs fixés est approuvée. Une mission sera confiée au bureau d'étude CREHAM pour mettre en œuvre ces ateliers d'habitants et des subventions seront sollicitées auprès de l'Etat, du Conseil Régional et des Fonds Européens pour le financement de cette mission.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 30 VOIX POUR

11 - RECONVERSION DE L'E.C.M.M. – ÉTUDE POUR LE DÉPLOIEMENT D'UNE INFRASTRUCTURE DE TELECOMMUNICATIONS A HAUT DEBIT

La commercialisation de l'E.C.M.M. nécessite l'implantation d'un réseau de télécommunications à haut débit et il est décidé de lancer une étude définissant les conditions de réalisation. Des subventions seront sollicitées auprès du Conseil Régional et des Fonds Européens.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 25 VOIX POUR - 5 ABSTENTIONS

12 - RECONVERSION DES TERRAINS MILITAIRES « E.C.M.M » – MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX SUR UNE PARTIE DES V.R.D. ET RÉTROCESSION DES TERRAINS D'EMPRISE DES TRAVAUX

Le Conseil accepte de remettre gratuitement à la C.U.B. le terrain d'assiette des travaux à réaliser et autorise Monsieur le Maire à signer la convention relative à cette maîtrise d'ouvrage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 30 VOIX POUR

13 - PROROGATION DE LA DURÉE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE BEGLES GARONNE – AVENANT À LA CONVENTION

Afin d'achever l'aménagement de la zone d'activités diverses de Tartifume, il est décidé de proroger la SEMBEGA jusqu'au 5 avril 2007.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 25 VOIX POUR - 5 VOIX CONTRE

14 - DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU – DOMAINE DES CÈDRES

L'opération engagée par les Sociétés BELIN PROMOTION et DOMOFRANCE nécessite la dérivation et la couverture du ruisseau Sainte-Croix. Le Conseil émet un avis favorable à cette demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 25 VOIX POUR - 5 ABSTENTIONS

15 - DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Il est décidé de solliciter une subvention auprès du Conseil Général, du Conseil Régional et de la C.A.F. pour la mise en place de ce projet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 30 VOIX POUR